



# BULLETIN D'INFORMATION

PUBLICATION N°11

SÉLECTION DE NOUVELLES 01

INTERVIEW 10

## SÉLECTION DE NOUVELLES

### Les États membres de l'UpM échangent leurs points de vue sur les défis actuels et font progresser la coopération dans la région

- Le ministre jordanien des Affaires étrangères, Nasser Judeh, a inauguré la réunion des hauts fonctionnaires qui s'est tenue en Jordanie, pays qui depuis 2012 assume la co-présidence du Sud de l'UpM.
- Dans le cadre du dialogue politique, les hauts fonctionnaires ont échangé leurs points de vue concernant le processus de paix au Moyen-Orient, la situation en Syrie et ses répercussions sur le terrain, notamment le problème des réfugiés syriens et le phénomène de l'extrémisme et du radicalisme dans la région euro-méditerranéenne.

Les hauts fonctionnaires des États membres de l'Union pour la Méditerranée se sont rencontrés le dimanche 24

mai pour la deuxième fois cette année. La réunion – inaugurée à Amman par Nasser Judeh, ministre des Affaires

étrangères du Royaume hachémite de Jordanie – était très importante et symbolique puisqu'il s'agit de la première





fois que cette réunion a lieu dans un pays du Sud de la Méditerranée. La prochaine réunion aura lieu le 27 octobre au Luxembourg, prochaine présidence du Conseil de l'Union européenne.

Le ministre Judeh a débattu des derniers événements au Moyen-Orient, de la situation en Syrie et de ses répercussions sur le terrain, notamment du problème des réfugiés syriens et de son impact négatif sur l'économie jordanienne.

Il a également échangé des points de vue avec les représentants des États membres concernant le phénomène croissant de l'extrémisme et du radicalisme, et a souligné la nécessité de lutter contre ce phénomène à l'échelle

mondiale et de manière collective grâce à une approche globale. Le processus de révision de la Politique européenne de voisinage faisant suite à la conférence ministérielle informelle, qui s'est tenue à Barcelone le 13 avril dans les locaux du Secrétariat de l'UpM, a également été évoqué lors de la réunion en Jordanie.

En outre, trois nouveaux projets ont été labellisés, à savoir, le projet Développement de la vallée du Bouregreg dans le domaine du développement urbain, le projet Croissance des CEED et développement des petites et moyennes entreprises et Femmes d'Avenir dans le domaine de l'autonomisation des femmes (plus d'informations ci-dessous).

Les hauts fonctionnaires ont souligné l'importance des problèmes liés à l'économie bleue et ont fait référence au prochain sommet ministériel ad hoc du 28 mai, consécutif à la réunion des parties prenantes de l'UpM « [Vers l'établissement d'une feuille de route pour l'investissement et les emplois bleus dans la région méditerranéenne](#) » à Athènes le 27 mai, en vue de la préparation de la conférence ministérielle sur l'économie bleue.

Des représentants des États membres ont reçu un compte-rendu de la semaine du climat méditerranéen et de [la conférence informelle de haut niveau de l'UpM](#) qui s'est tenue à Skhirat, au Maroc, le 7 mai dernier. Le Secrétaire général de l'UpM, Fathallah Sijilmassi, a également fait un compte-rendu aux hauts fonctionnaires sur les trois réunions consécutives (sommet ministériel ad hoc sur le renforcement du rôle des femmes dans la société, les conclusions de la réunion multipartite et [la conférence de haut niveau sur la promotion de la participation des femmes à la vie économique](#)) qui ont eu lieu à Barcelone du 19 au 21 mai.

## PROJETS LABELLISÉS

### • Développement de la vallée du Bouregreg

*Le projet vise à développer de nouveaux quartiers à des fins professionnelles et résidentielles (en vue d'une diversité sociale), ainsi que des équipements et des espaces publics. Il permettra de préserver les terres cultivées, de créer des espaces écologiques naturels, de mettre en œuvre des actions de reforestation et de restaurer les cours d'eau qui présentent un risque d'érosion des berges et de glissements de terrain. Il favorisera également un développement intégré répondant aux besoins présents et futurs de la région, notamment des installations importantes qui bénéficient à l'ensemble de la région métropolitaine, telles qu'un hôpital et la réhabilitation de Chellah. De plus, le projet apportera*

*une continuité urbaine entre les deux villes en améliorant les infrastructures routières, les liaisons et le flux du trafic entre les villes de Rabat et de Salé.*

### • Croissance des CEED et développement des petites et moyennes entreprises

*Améliorer les compétences en matière de direction, de gestion et d'entrepreneuriat de 300 petites et moyennes entreprises et femmes entrepreneurs, réduire l'écart de capital humain et augmenter le nombre de femmes entrepreneurs et responsables qui possèdent/gèrent des PME, et développer des sociétés afin d'accroître le nombre d'emplois créés et de contribuer aux économies nationales de la région. L'objectif régional consiste à établir des liens transfrontaliers entre les entrepreneurs en Méditerranée. Cela est essentiel pour développer les économies dans la région, pour faciliter une approche*

*d'investissement régionale, pour donner l'occasion aux entrepreneurs d'explorer de nouvelles solutions transfrontalières et pour aider les entrepreneurs et leurs sociétés à saisir des opportunités transfrontalières.*

### • Femmes d'Avenir

*Le projet vise à aider les jeunes femmes dans leurs carrières professionnelles, à renforcer leur capacité à accéder à des postes de responsabilité et à développer leur implication en faveur de l'égalité des sexes. Il vise également à diffuser la culture de l'égalité des sexes en travaillant avec un réseau de femmes engagées dans la promotion de l'égalité dans leurs pays et dans leurs secteurs d'activité. Femmes d'Avenir est conforme aux engagements ministériels pris par l'UpM en matière de renforcement du rôle des femmes dans la société.*

# Réduire les inégalités de genre, une priorité pour les pays de la région Euro-méditerranéenne

- 250 décideurs politiques, experts, représentants d'organisations internationales, think tanks, agences de financement, secteur privé et société civile venus de 35 pays se sont donné rendez-vous à Barcelone pour discuter des solutions pour accroître la participation économique des femmes dans la région Euro-méditerranéenne.
- La Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance de la République tunisienne, Mme Samira Merai Friia, propose que la Tunisie accueille la prochaine Conférence interministérielle de l'UpM sur la promotion du rôle des femmes dans la société en 2016.



L'Union pour la Méditerranée a organisé le 21 mai à Barcelone la deuxième Conférence sur la Participation des femmes à la vie économique. Ouverte par la Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance de la République tunisienne, Mme Samira Merai Friia, et clôturée par Mme Elisabeth Guigou, Présidente de la Fondation Anna Lindh pour le Dialogue entre les Cultures et M. Fathallah Sijilmassi, Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée, la conférence a réuni plus de 50 intervenants et près de 250 participants, spécialistes indépendants et décideurs politiques, représentants d'organisations internationales, d'organisations de la société civile et du secteur privé pour discuter des meilleures mesures pour réduire les inégalités de genre et accroître la participation économique des femmes dans la région Euro-méditerranéenne.

Pendant trois journées, les participants ont débattu sur la façon de surmonter

les principaux obstacles qui entravent la pleine participation économique des femmes et sur les solutions pour renforcer les synergies et la coordination entre les acteurs dans la région. Ils ont ainsi partagé des expériences et meilleures pratiques et ont défini des recommandations pour promouvoir de façon concrète la croissance inclusive et l'égalité de genre dans la région. Ces recommandations incluent l'adoption de politiques publiques adéquates, des mécanismes de régulation et la création d'un environnement favorable qui permette d'intégrer pleinement tous les droits des femmes, combattre la violence et la discrimination et promouvoir une participation économique plus équilibrée. Des outils et mécanismes ont été identifiés par les participants, comme la « budgétisation sensible au genre », un meilleur accès des femmes au crédit et aux financements, l'accès à l'éducation et à des programmes de formation

ainsi que la mise en place de données et d'indicateurs sensibles au genre. Trois ateliers thématiques ont permis aux participants d'élaborer des recommandations visant à accroître les opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat pour les femmes dans des secteurs innovants, comme l'économie sociale et solidaire, l'« économie verte » ou les TIC. Un quatrième atelier s'est concentré sur le rôle décisif des médias sur l'image des femmes.

Le Secrétaire Général, M. Fathallah Sijilmassi, a confirmé « *l'engagement de l'Union pour la Méditerranée pour adopter la question de l'égalité homme-femme comme une priorité pour construire l'avenir* ». « *L'égalité de genre est une question régionale, qui nécessite d'une réponse régionale. Nous avons tous la responsabilité d'agir, et d'agir avec efficacité* ».

« *Accroître le rôle des femmes dans la société est une question de droits humains, une question de développement social et économique inclusif, et une question de stabilité et de sécurité* », a ajouté Mme Delphine Borione, Secrétaire Générale adjointe pour les Affaires sociales et civiles au Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée.

La conférence a été l'occasion de lancer le premier « Dialogue Régional sur l'autonomisation des femmes », réunissant les pays de l'UpM et des

acteurs régionaux et internationaux, incluant des organisations de la société civile de la région pour travailler concrètement sur la mise en œuvre des engagements de la Conférence ministérielle de l'UpM à Paris en 2013, concernant en particulier la participation des femmes à la vie économique, le combat contre la violence, le leadership des femmes et le changement des stéréotypes. Au cours de la conférence, de nombreux projets et initiatives concrets ont été présentés. Deux

projets labellisés par l'UpM ont été officiellement lancés : « Développer l'autonomisation des femmes », promu par la « Fondation des femmes de l'Euro-méditerranée » et « Former des citoyens responsables », promu par l'ONG Ideaborn.

Le Secrétariat de l'UpM a mobilisé près de 1.000 acteurs sur les questions d'égalité homme-femme. Dix projets ont été développés, exclusivement focalisés sur l'autonomisation des femmes ou l'intégration d'une forte

composante relative au genre, visant 50.000 bénéficiaires de 20 pays. L'une des bénéficiaires du projet de l'UpM « Jeunes femmes créatrices d'emploi », Mlle Soukeina El Bouj, a souligné : « *Ce projet nous donne l'opportunité de penser comme des entrepreneurs, et non pas comme des étudiantes universitaires. Nous avons fait notre premier pas sur la bonne voie grâce à la possibilité d'être en contact avec des femmes d'affaires qui ont développé leurs propres entreprises* ».

## Améliorer la qualité de vie dans la région MENA grâce à une gestion intégrée de l'eau

- Le lancement du Programme de Renforcement des Capacités sur l'intégrité de l'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord entérine l'engagement de l'Union pour la Méditerranée d'améliorer la qualité de vie dans la région par la mise en œuvre d'une gestion intégrée, équitable et durable des ressources en eau.

Le projet « Programme de Renforcement des Capacités sur l'intégrité de l'eau » au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, labellisé par l'UpM, a été officiellement lancé le 12 mai à Charm El-Cheikh (Égypte) pendant la **conférence régionale de l'UICN-ROWA « Forum de partage des connaissances sur l'eau et la nature »**, avec la participation du Secrétaire de l'Union pour la Méditerranée.

Le projet, soutenu par l'**Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI)**, a pour objectif de toucher un large éventail de bénéficiaires, dont des responsables de la régulation, du contrôle et de l'organisation de l'eau, ainsi que des cadres intermédiaires du secteur de l'eau, des organisations de fermiers, des associations de consommateurs, des étudiants en communication, des associations de femmes et d'autres acteurs de la société civile en Jordanie, au Liban, en Palestine, au Maroc et en Tunisie. Ce

programme pourrait potentiellement s'étendre à d'autres pays dans l'avenir. D'autres bénéficiaires directs, comme les partenaires nationaux, les universités et les centres de recherche auront accès aux dernières informations concernant l'intégrité de l'eau et pourront inclure des modules sur l'intégrité de l'eau dans leurs programmes.

À travers l'engagement des parties prenantes, l'évaluation des risques relatifs à l'intégrité de l'eau et la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités, le projet a pour objectif de renforcer le dialogue et la sensibilisation au sein de la région. Il cherche aussi à informer au niveau régional des manières de traiter l'intégrité, la transparence, les responsabilités et la corruption en matière de gestion des ressources en eau, en faisant appel à l'expérience régionale, nationale et locale pour de nouvelles approches adaptées géographiquement.

Le projet vise plus particulièrement à sensibiliser et à promouvoir un dialogue dans la sphère politique sur l'intégrité de l'eau, et ce à une échelle inter-gouvernementale. Le projet doit transmettre, à l'échelle nationale, des outils permettant d'améliorer le flux d'information et les canaux de communication entre les décideurs. Il vise aussi à former les cadres intermédiaires et les professionnels de l'eau, ainsi qu'à favoriser la demande par la société civile de transparence et de responsabilité dans la gestion des ressources de l'eau et des services qui y sont rattachés.

Conformément aux priorités de l'UpM, l'objectif global du projet consiste à assurer aux habitants de la région MENA une meilleure qualité de vie à travers la mise en œuvre d'une gestion intégrée, équitable et durable des ressources en eau. Financé par l'**Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA)** et l'**Union Internationale**



pour la Conservation de la Nature (IUCN), le projet compte de nombreux partenaires comme le [Partenariat mondial pour l'eau en Méditerranée \(GWP Med\)](#), le [Réseau arabe pour la gestion intégrée des ressources en eau \(AWARENET\)](#), l'[Union internationale pour la conservation de la nature – Bureau régional pour Asie de l'Ouest \(IUCN-ROWA\)](#), ainsi que plusieurs universités, instituts et centres de recherche des pays participants. Lors de la période de

lancement, le Secrétariat de l'UpM a travaillé en collaboration avec l'[Institut international de l'eau de Stockholm \(SIWI\)](#) pour élargir sa palette d'activités ; il a introduit un partenaire d'exécution ; il a garanti une aide supplémentaire des ministères compétents et s'est assuré que le projet serait labellisé à temps pour l'annonce de la première manifestation régionale à Tunis en décembre 2014.

Le Secrétariat de l'UpM s'est activement engagé dans de nombreux événements et diverses activités dans le domaine de l'Eau, de l'Environnement et du Changement climatique. À cet égard, la réunion ministérielle de l'UpM sur l'environnement et le changement climatique (Athènes, mai 2014) a montré une forte volonté politique des pays de l'UpM à s'engager dans la protection de l'environnement, dans l'amélioration du rendement des ressources et dans le changement climatique. Ces problématiques, dont s'occupe l'UpM, sont intrinsèquement liées à d'autres problématiques

régionales importantes, telles que le manque d'eau, l'énergie, la sécurité alimentaire, la surpopulation et la résistance aux catastrophes naturelles.

Conformément aux priorités définies par la réunion ministérielle, et dans le cadre de la Semaine Méditerranéenne du Climat organisée au Maroc, une [Conférence informelle de haut niveau de l'UpM sur le changement climatique](#) a été organisée au Maroc (8 mai). Le but étant de contribuer aux efforts régionaux et nationaux pour définir des objectifs relatifs au changement climatique en Méditerranée, alors que le « [Forum sur la contribution du secteur privé à la sécurité alimentaire de la région du Sud et de l'Est de la Méditerranée](#) » organisé par le Secrétariat de l'UpM (5-6 mai) avait pour objectif de stimuler la production agricole durable et le commerce, une des principales priorités du sud et de l'est de la Méditerranée, où la plupart des pays ne produisent pas suffisamment d'aliments de base.

## Promouvoir un développement urbain durable dans la région méditerranéenne-lancement de la seconde phase de l'Initiative pour le financement de projets urbains

- L'atelier de l'UpM sur l'Initiative pour le financement de projets urbains (UPFI) rassemble pour la première fois l'ensemble des parties prenantes et des promoteurs concernés et impliqués dans cette initiative, marquant ainsi le début de sa seconde phase.
- La ministre d'État de la Rénovation urbaine et des Secteurs informels d'Égypte, Laila Iskandar, le secrétaire d'État au Logement du Gouvernement de Tunisie, Anis Ghdira, et le maire de Jéricho (Palestine), Mohammed Jalayta, ont participé à l'atelier, qui a réuni des représentants de haut niveau des institutions financières internationales et 60 participants impliqués dans 15 projets de l'UPFI émanant de 6 pays.

L'Union pour la Méditerranée (UpM) a organisé le 10 juin l'atelier d'Initiative pour le financement de projets urbains (UPFI) à son siège au Palau de Pedralbes, à Barcelone. Cet atelier d'une journée,

qui a réuni pour la première fois tous les acteurs impliqués dans le processus de l'UPFI- c'est-à-dire des promoteurs de projet, des partenaires financiers et des équipes de consultants-, a marqué le

début de la seconde phase de l'UPFI. L'objectif de l'UPFI consiste à identifier et à sélectionner des projets de développement urbain durable et innovant qui offrent des solutions



ascendantes et reproductibles au niveau régional aux principaux défis de développement urbain auxquels est confrontée la région.

Alors que la première phase de l'initiative consistait à sélectionner les projets et à définir l'assistance technique nécessaire, la seconde phase sera axée sur la mise en œuvre des assistances techniques identifiées afin de s'assurer de la bancabilité des projets par des institutions financières internationales.

L'atelier a réuni des acteurs majeurs de l'urbanisme tels que la ministre de la Rénovation urbaine et des Secteurs informels d'Égypte, Laila Iskandar, le secrétaire d'État au Logement du Gouvernement de Tunisie, Anis Ghdira, et le maire de Jéricho (Palestine), Mohammed Jalayta. Parmi les 60 participants, il y avait aussi des représentants de 15 projets de l'UPFI émanant de 6 pays, c'est-à-dire Bouregreg-Rabat Salé, Tétouan, Ben Guerir et Agadir (Maroc) ; Gabès, Sfax-Taparura et Médinas (Tunisie) ; Imbaba-Giza et Esna (Égypte) ; Naplouse, Bethléem et Jéricho (Palestine) ; Lod (Israël) ; et le deuxième projet de développement local et régional (Jordanie).

« Le Secrétariat de l'UpM joue un rôle de « tiers de confiance » entre différents pays pour garantir l'échange d'informations et la mise en œuvre de projets, et pour faire prévaloir les logiques de coopération parce que cela rend l'action de chaque partenaire plus efficace et visible », a déclaré le Secrétaire général Fathallah Sijilmassi pendant l'atelier. « L'initiative pour le financement de projets urbains (UPFI) peut être un exemple pour d'autres

secteurs dans lesquels la coopération régionale représente une véritable valeur ajoutée », a ajouté M. Sijilmassi.

L'UPFI est l'un des piliers de la stratégie euro-méditerranéenne de développement urbain durable, comme mentionné dans la déclaration de la première Conférence ministérielle de l'UpM sur le développement urbain durable, qui s'est tenue à Strasbourg le 10 novembre 2011. L'initiative a été lancée pendant la réunion des hauts fonctionnaires le 7 avril 2014, et a reçu l'approbation des représentants des 43 pays membres de l'UpM. Trois projets ont déjà été labellisés par l'UpM dans le cadre de cette initiative : le projet de rénovation d'Imbaba, le projet de Sfax Taparura et le développement de la vallée du Bouregreg.

Sous l'égide du Secrétariat de l'UpM, l'UPFI est gérée par l'Agence Française de Développement (AFD) et la Banque européenne d'investissement (BEI), avec le soutien de la Commission européenne. La banque de développement KfW, la Caisse des Dépôts (CDC), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Coopération finlandaise sont étroitement associées, tandis que d'autres IFI et investisseurs ont exprimé leur intérêt.

L'organisation de cet atelier, réunissant toutes les institutions et parties prenantes concernées de la région euro-méditerranéenne opérant dans le domaine du développement urbain durable, met en évidence le rôle du Secrétariat de l'UpM en tant que plateforme opérationnelle pour encourager les efforts de coordination,

en tirant parti des synergies avec et entre les institutions, les parties prenantes, les plans de coopération et les bailleurs de fonds.

## PROJETS LABELLISÉS

### • *Projet de rénovation urbaine d'Imbaba*

Le principal objectif de ce projet consiste à renforcer l'intégration d'Imbaba, l'une des zones urbaines les plus peuplées et les moins aménagées d'Égypte, dans la ville du Caire en fournissant à ses 700 000 habitants les installations, l'infrastructure et les services de base qui leur manquent actuellement.

### • *Sfax – Taparura*

Sfax est une ville côtière ouverte sur la Méditerranée. Il s'agit de la deuxième plus grande ville de Tunisie et du plus important centre industriel et commercial du sud du pays. Site de l'industrie des phosphates, elle a souffert d'une pollution importante qui a entravé son développement. Après la dépollution de la côte nord de la ville, le projet prévoit la réhabilitation de ses plages et la création de 420 hectares de terres pour étendre la zone métropolitaine.

### • *Développement de la vallée du Bouregreg*

Le projet vise à développer de nouveaux quartiers à des fins professionnelles et résidentielles (pour encourager la diversité sociale), ainsi que des équipements et des espaces publics. Il permettra de préserver les terres cultivées, de créer des espaces écologiques naturels, d'entreprendre des actions de reboisement et de restaurer les cours d'eau qui présentent un risque d'érosion des berges et de glissements de terrain. Il favorisera également un développement intégré répondant aux besoins présents et futurs de la région, notamment grâce à des installations essentielles qui profitent à l'ensemble de la région métropolitaine telles qu'un hôpital et la réhabilitation de Chellah.

# L'UpM, la FAO et la BERD cherchent à renforcer la sécurité alimentaire dans la région méditerranéenne

- La mobilisation d'investissements publics et privés pour améliorer la production agricole et la sécurité alimentaire est essentielle pour la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen.



Le développement d'une production et d'un commerce durables dans le secteur agricole constitue une des grandes priorités pour la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen, où la plupart des pays produisent des quantités insuffisantes de denrées alimentaires. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et l'Union pour la Méditerranée (UpM) ont donc conjointement organisé le « [Forum sur la contribution du secteur privé à la sécurité alimentaire dans la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen](#) », une conférence de deux jours (5-6 Mai) ayant eu lieu à Barcelone, pour approfondir les relations entre les secteurs public et privé – que cela concerne les agriculteurs et leurs organisations, ou les petites, moyennes et grandes entreprises agroalimentaires – et pour développer les initiatives en vue d'augmenter les investissements dans les systèmes agricoles et alimentaires.

Ouvert par le maire de Barcelone, Xavier Trias, le Secrétaire général

au ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement d'Espagne, Carlos Cabanas Godino, et le Conseiller de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'alimentation et de l'environnement naturel au gouvernement autonome catalan, Josep Maria Pelegri, le Forum rassemble des hauts responsables des politiques publiques, ainsi que des représentants d'institutions financières, du secteur privé, de centres de recherche et des milieux universitaires. Le Forum offre une opportunité pour discuter des collaborations possibles entre les secteurs public et privé pour renforcer la sécurité alimentaire localement en permettant des investissements privés durables dans une région qui se caractérise par la croissance de sa population, les contraintes pesant sur les ressources naturelles et un déficit structurel dans la production d'aliments de base.

## Échanges commerciaux

Les pays de la région méridionale et orientale du bassin méditerranéen importent la moitié de leurs produits alimentaires de base. Les importations de produits agricoles alimentaires dans

la région ont augmenté de 69 milliards de dollars des États-Unis (USD), soit 63 %, de 2002 à 2013. Parallèlement, les exportations ont quintuplé depuis 2000, atteignant 31 milliards USD, ce qui reflète notamment des hausses spectaculaires de livraisons de fruits et de légumes à destination des marchés du Moyen Orient et d'Afrique du Nord.

En 2013, la région a importé 29 millions de tonnes de blé. Elle est de plus en plus tributaire des importations de produits de base essentiels comme les céréales, le sucre et l'huile végétale, qui fournissent la majorité des calories consommées. En outre, le transport de céréales du port à la meunerie peut représenter un coût quatre fois supérieur à la norme mondiale, en raison de la lenteur des durées d'escale des navires, des frais d'entreposage et des pertes élevées de produits.

Cette forte demande de produits alimentaires de base est due essentiellement à la croissance rapide de la population dans une région qui dispose de ressources naturelles limitées et fragiles – en particulier, les terres et l'eau – et qui est extrêmement vulnérable au changement climatique. La région souffre aussi d'un sous-investissement dans l'agriculture et d'une participation insuffisante du secteur privé.

Pendant ce Forum de deux jours, les participants définiront les moyens de relever ces défis. Les discussions porteront sur le développement de la production locale de fruits et de légumes pour l'exportation ; la diversification

accrue des fournisseurs de produits importés et des marchés d'exportation; une amélioration des politiques de passation de marchés complétée par des politiques bien conçues de réserves stratégiques ; une meilleure structuration des filières du secteur alimentaire ; une augmentation des investissements dans la recherche-développement ; et la réduction des coûts des processus d'importation. En outre, une plus forte intégration régionale des marchés agricoles aiderait les pays à faire face aux chocs du côté de l'offre et atténuerait les fluctuations des prix des produits alimentaires.

« Ces dernières années, la sécurité alimentaire est devenue une des priorités de la BERD. Une industrie agroalimentaire dynamique, concurrentielle et inclusive, stimulée par la participation du secteur privé, peut être une force puissante en faveur de la sécurité alimentaire. Durant les trois prochaines années, la BERD envisage d'investir plus de 300 millions d'euros dans les entreprises du secteur agroalimentaire de la région, qu'il s'agisse de PME et d'exploitations agricoles familiales ou d'entreprises plus grandes de transformation de produits agricoles, pour renforcer le rôle du secteur privé dans l'amélioration de la sécurité alimentaire. Nous unissons également nos efforts pour mettre en place des politiques qui encouragent les investissements, afin de créer des filières d'importations plus efficaces et de favoriser les échanges inter- et infra-régionaux, une approche qui contribuera à réaliser ce potentiel », a déclaré Philippe le Houérou, Vice-Président de la BERD, à l'occasion de ce Forum.

Les pays de la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen pourraient renoncer à un modèle d'autosuffisance alimentaire, dans le cadre duquel les pays cherchent à produire l'ensemble des aliments dont ils ont besoin, en faveur d'un modèle d'autosuffisance agricole fondé sur l'utilisation d'avantages comparatifs. Selon ce dernier modèle, les revenus à

l'exportation générés par les produits alimentaires adaptés à la région servent à acheter des produits alimentaires importés qui ne conviennent pas à une production locale.

### Utilisation efficace de l'eau, une ressource précieuse

Bien que la région méditerranéenne ait été de tout temps un vivier agricole, ses ressources naturelles sont confrontées à des contraintes grandissantes. La population de la région SEMED devrait connaître une forte croissance, atteignant 360 millions de personnes d'ici 2030. De plus, d'après les prévisions concernant le changement climatique, les précipitations dans la région pourraient diminuer de 10 % à 40 % d'ici 2050.

« Afin de devenir aussi efficaces que possible, les investissements dans le secteur agricole doivent utiliser au mieux les rares ressources naturelles dans la région. Il faut par exemple utiliser chaque goutte d'eau avec la plus grande précaution et générer le plus de valeur possible », a souligné Laurent Thomas, Sous-Directeur général en charge de la coopération technique, à la FAO.

« Dans le cadre de ses priorités pour la région, la FAO donne des conseils sur les politiques à mener et les aspects techniques aux pays membres confrontés à une pénurie d'eau, et je félicite tous ceux qui investissent dans des technologies économes en eau. La FAO a aussi pour priorité dans la région d'accroître la résistance de la sécurité alimentaire et de la nutrition et de soutenir l'agriculture à petite échelle pour un développement inclusif », a-t-il ajouté.

Dans une étude à venir, la FAO montrera que les contraintes en matière de ressources naturelles peuvent favoriser l'avantage comparatif de la région qui réside dans les cultures à plus forte valeur ajoutée, telles que les olives et d'autres fruits et légumes. L'augmentation des exportations de produits pour lesquels la région bénéficie d'un avantage comparatif

aiderait à atténuer les effets d'une éventuelle flambée des prix des produits alimentaires, comme celle qui a ébranlé une bonne partie de la région en 2008.

### Mobilisation de tous les intervenants du secteur privé, recensement des initiatives prioritaires

Bien que l'activité agricole dans la région soit de plus en plus dynamique, les participants au Forum ont convenu qu'elle se caractérisait aussi par une multitude de petits exploitants et de petites entreprises rurales. Ce profil soulève un défi particulier pour les responsables des politiques.

« Le chômage des jeunes représente un problème majeur dans la région. Nous voyons dans l'agriculture une partie de la solution, car elle peut générer des sources durables de revenus et des emplois dans les régions rurales », a déclaré Fathallah Sijilmassi, Secrétaire général de l'UpM. « Les producteurs et les entreprises de petite taille devraient être intégrés dans les filières agroalimentaires ». Il a par ailleurs souligné que le Forum s'inscrivait dans la stratégie de l'UpM en faveur du développement du secteur privé, en tant que force stimulant l'intégration régionale dans la région méditerranéenne.

L'expérience montre que la croissance économique dans le secteur agricole est plus efficace quand elle est inclusive, car elle permet aux petits exploitants d'accéder au crédit et aux opportunités se présentant sur les marchés. Les participants ont exploré le rôle que peuvent jouer les coopératives en fournissant les intrants essentiels, et ont reconnu que le secteur privé à l'échelle nationale peut apporter une grande diversité de solutions innovantes à l'équation sur la sécurité alimentaire dans la région.

Pour contribuer à réaliser ce potentiel, la FAO, la BERD et l'UpM ont réitéré leur volonté d'assurer que les voix des organisations du secteur privé et des



agriculteurs soient entendues dans les forums sur les politiques à l'échelon régional et national.

En complément des engagements pris par les BERD en termes

d'investissements, les institutions ont affirmé leur volonté de mobiliser une assistance technique qui puisse appuyer les plateformes d'orientations politiques. Ces plateformes examineraient des questions comme l'infrastructure des

importations de céréales en Égypte, le secteur de l'huile d'olive en Tunisie, le secteur horticole au Maroc, le rôle des coopératives, ainsi que les technologies économes en eau et les pratiques agricoles dans toute la région.

## Plus de 100 chefs d'entreprise des États membres de l'UpM réunis à Barcelone afin de promouvoir la stabilité, la croissance inclusive et la création d'emploi en Méditerranée

- Le Commissaire européen en charge de la politique européenne de voisinage et de l'élargissement, Johannes Hahn, l'ancien Premier ministre tunisien Mehdi Jomaa et le Secrétaire général de l'UpM, Fathallah Sijilmassi, ont rappelé l'importance de promouvoir la coopération entre le secteur privé, les institutions financières internationales et les organisations régionales.



Le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée a organisé, conjointement avec la Commission européenne, une rencontre de haut niveau de deux jours sur le rôle du secteur privé dans le renforcement du partenariat euro-méditerranéen.

Cette rencontre, qui a réuni plus de 100 représentants du secteur privé, des organisations internationales et régionales, ainsi que des institutions financières internationales (IFI), a eu lieu à Barcelone du 14 au 15 avril, immédiatement après la Conférence ministérielle informelle, tenue au Palais de Pedralbes, siège de l'Union

pour la Méditerranée, dans le but de débattre l'avenir de la politique européenne de voisinage (PEV). La révision de la PEV a été l'occasion de souligner la nécessité de consolider le rôle du secteur privé et d'améliorer l'environnement des affaires dans la région.

Le débat avait pour but la promotion du dialogue entre le secteur privé et les principales institutions financières sur la question des enjeux stratégiques clé pour le futur de la région, tels que la croissance inclusive et la création d'emploi, les partenariats public-privé (PPP) et l'économie informelle.

Le Secrétariat de l'UpM a lancé l'année dernière une stratégie pour le développement du secteur privé. Agissant en tant que plateforme régionale multipartite, le Secrétariat de l'UpM a organisé deux réunions de travail afin d'exposer les problématiques régionales au secteur privé ; les trois enjeux stratégiques clés débattus lors de la réunion du 14 avril, tenue à Barcelone, ont été soulevés par les participants. Cette réunion a lancé la première dynamique régionale avec le secteur privé.

Lors du discours d'ouverture au CaixaForum Barcelona, le Secrétaire général Sijilmassi a expliqué aux participants que cette réunion allait « permettre de donner continuité à la dynamique régionale et de renforcer l'association entre le secteur privé et les activités de l'UpM, ainsi que d'identifier les moyens par lesquels l'UpM peut soutenir les idées et les initiatives du secteur privé ».

Le commissaire Hahn a souligné « qu'une économie méditerranéenne prospère est essentielle à la réalisation de nos objectifs partagés de stabilité

*et de prospérité, et pour ce faire le secteur privé doit être au centre de tout processus à succès ».*

L'ancien premier ministre tunisien a noté « *qu'il faut que le secteur privé ouvre ses portes aux jeunes chômeurs, nous ne pouvons pas lutter contre le chômage sans le secteur privé* ».

Le Secrétariat de l'UpM a prévu d'organiser, au cours de cette année, deux autres réunions de haut niveau avec le secteur privé sur la sécurité alimentaire et l'énergie.

Le développement du secteur privé est essentiel à la saisie des opportunités économiques et à la

promotion de l'intégration régionale dans la Méditerranée à travers de la croissance du commerce intra-régional, qui représente couramment 5% du commerce extérieur, un faible résultat comparé au 65% de l'UE, au 22% de l'ASEAN ou au 19% du MERCOSUR.

## INTERVIEW

# L'UpM interviewe M. Mohammad Naciri

M. Naciri est le directeur régional du Bureau régional pour les États arabes d'ONU Femmes.



**UpM:** Quels sont les défis majeurs concernant l'autonomisation des femmes dans la région ?

**Mohammad Naciri (M.N.):** La liste est malheureusement très longue, puisque c'est l'une des régions les plus instables au monde. Outre les conflits, les guerres et le terrorisme actuels, les femmes de la région souffrent de la marginalisation politique et économique ainsi que de la violence physique.

**UpM:** En quoi pensez-vous qu'ONU Femmes et l'UpM, en tant qu'organisations internationales, sont particulièrement parées pour faire face à ces défis ?

**M.N.:** Nous essayons d'être aussi réactifs que la situation l'exige, étant donné qu'elle change et évolue en permanence. Du côté d'ONU Femmes, nous incluons un nouvel élément à notre stratégie pour la paix et la sécurité afin de nous attaquer à l'extrémisme violent. À travers notre partenariat avec l'UpM, nous travaillons en vue de promouvoir l'autonomisation économique des femmes et leur plus grande participation aux affaires politiques, ainsi que de combattre la violence et les stéréotypes à l'égard des femmes dans les médias. Ces éléments font partie des causes profondes de la marginalisation des femmes.

De plus, nous avons récemment rencontré l'ensemble des hauts fonctionnaires des États membres de l'UpM et avons discuté de mesures très concrètes pour assurer le suivi du Programme d'action de Beijing et du programme pour l'après-2015. Il est donc certain que la mobilisation et le travail politique de l'UpM visant à faire avancer le programme pour l'après-2015 seront primordiaux.

**UpM:** Quelle est la valeur ajoutée que le Secrétariat de l'UpM peut tout particulièrement apporter au travail actuellement entrepris par ONU Femmes ?

**M.N.:** Comme son nom l'indique, l'Union pour la Méditerranée rassemble des pays d'Europe, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Elle permet d'obtenir un soutien économique et politique et de mettre en œuvre des actions au niveau régional. Par ailleurs, l'UpM a travaillé très activement ces dernières années sur le programme pour l'égalité des sexes.

L'an passé, nous avons signé un protocole d'accord d'une grande importance stratégique du fait qu'il y a tant d'enjeux auxquels nous sommes confrontés qu'il serait presque impossible à chacun de nous de travailler seul sur le programme de développement dans un avenir proche. C'est pourquoi il est essentiel de créer des partenariats, non seulement pour mettre en œuvre des actions spécifiques sur le terrain, mais également pour garantir le soutien politique au niveau régional.